

Afghanistan : danger de mort ! (1/3)

René Cagnat

Colonel d'infanterie (er), docteur en science politique, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), réside en Asie centrale.

En décembre 2009, dans un article intitulé « Pour un redéploiement de l'Otan en Asie centrale » publié dans *Défense nationale et sécurité collective*, nous avons fait, à propos de la guerre en Afghanistan, le constat suivant : « Face à une *vendetta* impitoyable qui dédaigne les souffrances et pertes endurées, une sortie de guerre « tête haute » doit être envisagée pendant qu'il est encore temps. Elle s'effectuerait dans les deux ou trois ans qui viennent, c'est-à-dire avant que la nasse d'une insurrection généralisée ne se referme sur le corps expéditionnaire ». Plus loin, nous indiquions que le Turkestan ex-soviétique – l'Asie centrale utile – donnait encore la possibilité d'un repli et que cette région très riche devait être protégée à partir de l'Afghanistan du Nord.

Deux ans après, nous maintenons ce point de vue bien que les Américains, à force d'erreurs et d'hésitations, compliquent le retrait. Après avoir analysé l'attitude des États-Unis ainsi que la menace afghane, nous évoquerons le scénario qui nous paraît, si l'on n'y prend garde, le plus probable : une guerre civile peu à peu étendue à l'Asie centrale. Il s'agira ensuite de définir une réponse à cette menace : sans pour autant compromettre à l'avenir l'unité de l'Afghanistan, ce serait le retrait de nos troupes d'un Afghanistan du Sud incontrôlable et indéfendable vers le territoire de l'Alliance du Nord – apparue en 2001 entre les grandes ethnies du Nord (Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks) – et, au-delà, le Sud de l'Asie centrale. La défense, notamment contre la drogue, de « l'Asie centrale utile » et de l'Europe, Russie comprise, serait assurée à partir de cette zone.

Il faut partir à point !

Les États-Unis viendraient encore de manquer le coche ! Selon certains, l'exécution de Ben Laden au Pakistan, le 2 mai 2011, aurait dû être, pour l'Amérique, l'occasion de proclamer la victoire, puis de se dépêtrer au plus vite du borbier afghan. À l'opposé, le président Obama a reporté, le 23 juin 2011, de trois ans le repli en confirmant son achèvement à la fin de 2014. Par ailleurs, il a commis une maladresse en annonçant le calendrier du retrait : c'était faire preuve de faiblesse et se mettre dans la gueule du loup par rapport à une population pach-toune qui ne respecte que la force. Enfin, comment croire à la fidélité des 300 000 militaires et policiers afghans maintenant qu'ils savent que, à l'instar du président Nazhibullah en 1992, ils vont être laissés pour compte ?

Les Américains se sont aperçus de leur erreur et ne claironnent plus leur départ : des négociations sont en cours avec le gouvernement afghan à propos d'un maintien de bases américaines après 2014. L'armée afghane et la population, notamment pachtoun, vont donc disposer d'un délai confortable pour tourner casaque en se vengeant des intrus et de leurs « dommages collatéraux ». *Vae victis !* Il n'est pas exclu que le repli de l'Otan, harcelée par les *taliban* et les opportunistes les ayant rejoints, en vienne à rappeler la débâcle des Britanniques en 1842. En effet, la révolte actuelle des Pachtouns, déjà très dure à supporter, n'en est qu'à ses débuts. Elle ne concerne, pour l'instant, que quelques *kamikazes*. Que serait-ce si des foules entières devaient attaquer les convois occidentaux en partance et leurs derniers retranchements ? La mobilisation pachtoun peut être aussi rapide qu'inattendue...

Le 20 novembre 1841, à Kaboul, un officier anglais notait dans son journal : « Nous sommes face à une vérité que nous ne voulions pas voir : dans toute la nation afghane, il n'y a pas un allié sur lequel nous puissions compter » ⁽¹⁾. En fait, la personnalité de Shah Shujah, une marionnette que Londres, déjà, imposait aux Afghans, jointe aux maladresses britanniques, avait, après deux ans de présence étrangère, révolté les tribus pachtounes. Le 6 janvier, donc, après des mois d'hésitation, la garnison quitte Kaboul, malgré le terrible hiver afghan, avec serviteurs, femmes et enfants : 16 000 personnes au total. Le 16 janvier 1842, après dix jours d'embuscades par les tribus pachtounes, le fort britannique de Djalalabad n'accueillera qu'un seul survivant !

Le décor est planté ! Certes, nous sommes aujourd'hui très loin de ce passage à vide de « l'Armée de l'Indus ». Bien au contraire, le général Petraeus, nouveau commandant de la *CIA*, mène, « dronage » (guerre à distance menée à partir de l'Afghanistan par le tir de drones, actionné aux États-Unis) aidant, une opération terrifiante appelée, à juste titre, « décapitation ». Il s'agit de détruire, drone après drone, les chefs *taliban* et ainsi briser leur organisation. Mais, de cette façon, aux dirigeants expérimentés que l'on élimine, succèdent de jeunes commandants fanatiques et ignorants qui refusent toute négociation et enfoncent le pays dans le conflit. Cette nouvelle génération, marquée par dix ans de guerre, est doublement dépendante : de la guerre, le seul métier qu'elle connaisse, et de la drogue, qui lui est au moins indispensable pour financer la lutte.

Qu'en déduire ? Les hostilités vont se poursuivre et se durcir, virant peu à peu à la guerre civile entre *taliban*, Pachtouns et Tadjiks, c'est-à-dire entre Sud et Nord, encouragée par les hésitations d'une retraite qui, par endroits, pourrait tourner au désastre.

Hésitations et ambiguïtés

Pourtant, les responsables américains ne semblent pas enclins à partir. Sans doute pour rassurer les militaires afghans, le général John Allen, commandant la

Fias (Force internationale d'assistance et de sécurité, *ISAF* en anglais), a affirmé que des troupes américaines resteront et que leur statut sera décidé en fonction de nouveaux accords avec le président Karzaï (*Times of Central Asia* du 6 octobre 2011). Ces troupes à la faible visibilité, cantonnées sur des bases, constitueraient un corps antiterroriste spécial ou serviraient en tant qu'unités de conseillers. Ce maintien américain – fort méritoire ! – aurait au moins l'avantage de couvrir en 2012-2013 le repli de la Fias vers le nord et de maintenir une présence occidentale plus ou moins stabilisatrice dans un bourbier pachtoun de plus en plus livré aux Pakistanais...

Dont acte ! On se perd en conjectures quant à l'acharnement des Américains à s'incruster en pays afghan. Raisons stratégiques et politiques ? Il est vrai que le positionnement de la trentaine de bases américaines – dont quinze aériennes – installées en Afghanistan ou en Asie centrale à proximité de la Chine, de la Russie, de la péninsule indienne et du golfe Persique, mais surtout au plus près du Pakistan et de l'Iran, présentera quelque intérêt dans les années à venir. Raisons économiques ? Les richesses énergétiques avérées de l'Asie centrale (surtout celles de la Caspienne) ont de quoi attirer Washington...

Il existe pourtant, depuis des années, une autre explication locale, centre-asiatique, à la volonté des États-Unis de se maintenir en Afghanistan. Elle est déroutante, peu confirmée dans les faits, mais vaut cependant d'être citée : en restant sur place, les Américains pourraient manipuler indirectement le trafic de drogues exerçant une pression terrible sur la Russie (premier consommateur mondial d'héroïne, 50 000 victimes en 2010), sur l'Iran (deuxième consommateur) et, potentiellement, sur la Chine dont la propension à se droguer se réveille. Certes, une telle supposition attribue trop de machiavélisme à un pouvoir américain qui pécherait plutôt par angélisme et, surtout, inconscience et ignorance (*Cf.* à ce sujet les propos visiblement sincères du général McChrystal rapportés par le journal *Le Monde* du 7 octobre 2011 : les alliés « ne connaissaient pas et ne connaissent toujours pas » la culture afghane. « La plupart d'entre nous, moi inclus, avons une compréhension très superficielle de la situation et de l'histoire "afghane" et nous disposons d'une vision très simpliste de l'histoire récente de ce pays »). Et pourtant, certaines opérations passées de la *CIA*, y compris en Afghanistan, militent en faveur de cette hypothèse, de même que la multiplication par quarante de la production de drogue depuis le début de l'intervention. Les Russes, après avoir monté en 2010 de superbes opérations anti-drogue avec les Américains, se plaignent aujourd'hui du refus des États-Unis de détruire les champs de pavot ⁽²⁾ alors même qu'« une issue au conflit afghan ne sera possible que lorsque le trafic de stupéfiants sera endigué » (propos de M. Ivanov, directeur de l'agence russe de lutte contre la drogue). L'agence chinoise *Xinhua* n'en annonce pas moins une action anti-drogue très efficace menée en septembre dans la région de Baghran par « la force spéciale de lutte anti-drogue soutenue par l'Otan » ⁽³⁾.

Devant tant d'ambiguïtés, un questionnement s'impose : à trop retarder le départ, ne risque-t-on pas, au détour par exemple d'une crise économique en Europe, un repli précipité contre lequel ces « maîtres de l'embuscade » que sont les Pachtouns seraient redoutables ? Les Américains auront-ils la poigne politique et militaire, voire la puissance financière, leur permettant de rester en Afghanistan du Sud, à moins que des forces occultes ne les y aident ? Si cette guerre est « sale », n'est-il pas grand temps, pour nous Français, de nous en retirer ? Mais jusqu'où ? S'il s'avère judicieux de transmettre le flambeau des combats aux Russes et aux Chinois bien plus concernés que nous, ne devrions-nous pas quand même, manifester sur le terrain centre-asiatique une solidarité dans une lutte contre la drogue qui nous concerne aussi ?

En réponse, le retrait ici envisagé, qui pourra concerner d'abord la Fias puis les États-Unis, reposera sur une analyse de la menace afghane, puis du contexte centre-asiatique et international. Ce repli serait amorcé, dès le printemps prochain, par le contingent français particulièrement exposé dans ses zones de déploiement actuelles. Il s'effectuerait jusqu'en Afghanistan du Nord, maillon essentiel à briser pour interrompre la route septentrionale du trafic de drogue. Il se prolongerait sur la rive tadjike et ouzbèke de l'Amou-Daria (Piandj) en participant ainsi à la protection de l'Asie centrale et de l'Europe, Russie comprise.

**

Après dix années d'un échec écrasant (les quelques avancées constatées à propos de l'éducation, de la santé ou de la condition féminine comptent, hélas, fort peu...), très néfaste pour le prestige de l'Occident, l'heure n'est plus aux « parlottes » comme il vient de s'en tenir à Istanbul (le 2 novembre 2011 afin d'esquisser une coopération régionale visant à stabiliser l'Afghanistan), puis à Bonn (le 5 décembre pour renouveler le pacte entre l'Afghanistan et la communauté internationale pour une nouvelle période de dix ans, 2014-2024).

Imaginer qu'elles soutiendront à Kaboul le pouvoir actuel ou son avatar tient de l'illusion. À supposer que les Occidentaux aient encore les moyens de financer leurs « engagements », même les plus naïfs des Afghans ne peuvent plus croire aux promesses d'aide des États ou aux projets mirifiques genre « nouvelle route de la soie » (initiative américaine et allemande orientée vers une assistance à long terme à l'Afghanistan). N'ont-ils pas vu s'évanouir dans la fumée des explosions ou dans les souterrains de la corruption la bagatelle de 450 milliards de \$? Où sont passés les 15 000 \$ qui, à partir de cette somme, auraient pu être attribués à chaque Afghan ? *Exit* donc « le scénario d'un pouvoir démocratique soutenu par les États-Unis dans un contexte de paix » : de toute façon, tant que l'armée américaine restera, il y aura contre elle des opérations de guerre.

L'intervention de l'Otan n'a en fait apporté aux malheureux Afghans qu'une scission supplémentaire entre, d'une part, ceux et celles qui se sont mis à

rêver d'un système à l'européenne et, d'autre part, ceux qui entendent s'en tenir au système tribal. La guerre civile entre eux ou entre Pachtouns et ethnies du Nord est inévitable tout autant, d'ailleurs, que le départ des Américains, qui finira par se produire pour des raisons financières ou électorales : c'est donc un avenir de guerre et de confusion qui menace, hélas, l'Afghanistan et dont il importe qu'il ne s'étende pas à l'Asie centrale.

ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- (1) Peter Hopkirk : *Le grand jeu : officiers et espions en Asie centrale* ; Éd. Nevicata, 2011. Cet ouvrage, enfin traduit en français, qui fourmille de réflexions sur l'Asie centrale et les Afghans, est disponible en anglais depuis 1990 ; il n'a visiblement guère été lu !
- (2) Bulletin du Ceredaf n° 289 de novembre 2011.
- (3) Bulletin du Ceredaf n° 288 d'octobre 2011.